



**NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Conférence économique africaine

**«Programme de redressement économique et de croissance
à long terme de l'Afrique»**

Discours

de

**Abdoulie Janneh
Secrétaire général adjoint de l'ONU et
Secrétaire exécutif de la CEA**

**Tunis (Tunisie)
27 octobre 2010**

**Votre Excellence Monsieur Mohammed Ghannouchi, Premier Ministre de la
République de Tunisie,**

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je me réjouis d'être à Tunis à l'occasion de la Conférence économique africaine de cette année dont le thème est: «Programme de redressement économique et de croissance à long terme de l'Afrique», en particulier dans le contexte de la crise économique et financière mondiale. L'organisation d'une nouvelle session de la Conférence économique africaine est le reflet du solide partenariat de toutes les parties prenantes en appui du développement socio-économique de l'Afrique.

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, pour votre présence à cette Conférence ainsi que pour l'hospitalité qui nous a été réservée dans ce magnifique pays. Je vous prie de bien vouloir transmettre à Son Excellence le Président Ben Ali ainsi qu'au Gouvernement et au peuple tunisiens nos vœux les plus ardents et nos sincères remerciements.

Monsieur le Premier Ministre, Tunis est une ville qui nous fournit toujours un environnement propice pour le dialogue et le débat autour des défis auxquels notre continent est confronté. Et nous constatons avec plaisir que chaque fois que nous sommes là, vous êtes présent pour nous inspirer, faciliter et encourager nos délibérations. Encore une fois, Monsieur le premier Ministre, merci.

Je suis particulièrement heureux d'être ici avec des collaborateurs clefs de la promotion du développement de l'Afrique. Je salue le Président du Groupe de la BAD, M. Donald Kaberuka, qui a été récemment réélu et qui, au cours des cinq dernières années, a fait de la BAD la première institution financière de notre Continent. Le Groupe de la BAD, sous son leadership, travaille sans cesse pour accompagner les efforts des Etats africains à promouvoir le développement

socio-économique de nos pays. Nos trois institutions panafricaines la Commission de l'Union africaine, la BAD et la CEA coopèrent très étroitement à travers plusieurs initiatives conjointes dont la présente conférence constitue un exemple éloquent.

Nous venons juste de signer un accord pour opérationnaliser le Secrétariat conjoint UA/BAD/CEA sous les auspices duquel nous avons organisé le septième Forum pour le développement de l'Afrique sous le Thème "*Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique*" du 10 au 15 octobre 2010. Les conclusions du Forum contribueront assurément à la définition d'une riposte africaine viable face aux défis que représente le changement climatique et qui inclue la création d'un *Green Fund* au sein de la BAD.

Je voudrais également saluer la présence de mon ami et ardent défenseur des aspirations de l'Afrique au développement, M. Pascal Lami, Directeur de l'Organisation mondiale du commerce. Cette année, le PNUD se joint à nous pour l'organisation de cette conférence. Nous regrettons que Mme Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement n'aie pas pu assister à nos travaux. Mais, elle a tenu à se faire représenter par notre ami et collègue M. T. Getu, Directeur régional PNUD Afrique. La Banque de développement d'Afrique australe a également parrainé cette Conférence et je tiens à lui adresser des remerciements par l'intermédiaire de M. Ravi Melido, son Vice-président et Directeur général de la planification du développement ici présent parmi nous.

Le thème de cette Conférence est très pertinent en ce sens qu'il saisit la double nature du défi que l'Afrique doit relever, c'est-à-dire se rétablir pleinement de la crise économique et financière mondiale et, parallèlement, établir un programme de croissance à long terme. Il n'est pas du tout évident que les mesures prises pour permettre le redressement économique soient suffisantes pour un programme de croissance à moyen et long terme. Les bmesures de stabilisation à court terme appliquées dans les années 80 et 90 se sont avérées coûteuses pour les perspectives de développement à long terme de l'Afrique. Il est donc

sage de se pencher sur le redressement économique et la croissance à long terme en même temps.

L'analyse de la croissance africaine pendant la crise actuelle est généralement positive puisque le continent a fait preuve de capacité d'adaptation en enregistrant l'année dernière une croissance d'environ 2 %, qui devrait être en moyenne supérieure à 5 % par an cette année et l'année prochaine. Ce résultat encourageant a fait l'objet de rapports élogieux établis par de grands centres de recherche au niveau mondial et le potentiel de l'Afrique en tant que destination des investissements est inscrit à l'ordre du jour du prochain Sommet du G-20 prévu à Séoul le mois prochain.

En ces temps difficiles, les bons résultats de l'Afrique sont dignes d'éloges, mais les décideurs africains doivent rester vigilants car les perspectives économiques mondiales appellent à la prudence. D'abord, ce taux de 5 % ne suffit pas pour entraîner la croissance rapide et concentrée qui permettrait de réduire considérablement la pauvreté à court et moyen terme, ensuite, l'économie mondiale court encore de grands risques. Les dirigeants du monde doivent continuer à garder à l'esprit que la mondialisation, à l'image de la marée montante qui soulève tous les bateaux, peut tout aussi bien être un vecteur de contagion et de crise.

L'assainissement des finances publiques et l'austérité budgétaire dans les principales économies développées présagent une réduction de la demande mondiale et une récession à double creux qui auront des incidences directes sur les recettes d'exportation de l'Afrique et sur l'aide publique au développement dont le besoin se fait cruellement sentir. Un assouplissement quantitatif ailleurs peut amener les investisseurs à faire le tour du monde à la recherche de meilleurs rendements, ouvrant ainsi la voie à la surévaluation des monnaies et aux bulles sur les marchés financiers dans les économies émergentes et en développement. Toute la question des déséquilibres mondiaux qui ont contribué en premier lieu à la crise n'a toujours pas été abordée de manière efficace. Et, si je donne l'impression d'être quelque peu pessimiste, il vous suffit de voir la une du magazine The Economist de la semaine dernière: «La guerre des monnaies».

Nous n'avons cependant aucune raison de paniquer. Ce qu'il faut à ce stade, c'est le type de coopération économique internationale et de multilatéralisme envisagé pendant l'après-guerre dans les années 40. Il ne faut ménager aucun effort pour éviter une descente à des dévaluations compétitives et à une guerre commerciale qui l'accompagnerait. En outre, il faut rendre opérationnel les engagements pris au Sommet du G-20 tenu à Londres en faveur des pays en développement, consistant en particulier à leur accorder un appui financier et une plus grande marge d'action.

Pour l'Afrique, l'essentiel est de maintenir les politiques macroéconomiques qui nous ont permis de tenir bon pendant la crise. Nous devons également continuer à rechercher ou utiliser notre marge d'action pour mieux faire face aux tensions exercées sur la balance des paiements et mieux gérer les entrées enregistrées dans le compte de capital, le cas échéant. Il serait également important de faire entendre notre voix, certes faible, dans les processus économiques internationaux pour freiner toute tentative de protectionnisme et déployer des efforts pour la conclusion du Cycle de Doha, qui promet d'être favorable au développement et pour lequel, M. Pascal Lamy continue de se battre, de négocier et d'encourager.

En fin de compte, le redressement économique à court terme de l'Afrique devrait préparer le terrain pour une transformation économique et sociale à plus long terme. Pour aller de l'avant, je mets l'accent sur quatre éléments clefs qui, à mon avis, sont cruciaux pour mettre les pays africains sur une voie de croissance durable à long terme. Ce sont les impératifs suivants: intégration régionale, meilleure planification, diversification économique et mobilisation des ressources financières.

Très souvent, on compare les perspectives économiques de l'Afrique à celles du Brésil, de la Chine et de l'Inde. La population africaine, qui est d'environ 1 milliard d'habitants, est du même ordre de grandeur que celle de la Chine et de l'Inde. De même, son produit intérieur brut en 2008 était de 1,6 mille milliards de dollars, ce qui est comparable à celui du Brésil, de la Russie et de l'Inde. Ces

comparaisons sont les bienvenues en particulier parce qu'elles transmettent un message positif sur la multiplication des perspectives économiques en Afrique. Cependant, la réalité impose de les tempérer : l'Afrique un continent et non un pays.

Pour comparer le potentiel d'un ensemble de plus de 50 pays à celui de grands pays pris individuellement il faut tenir compte des obstacles aux postes-frontières, des différences de politiques et de la diversité des régimes monétaires. L'État de l'intégration régionale en Afrique, publié cette année, révèle que le coût élevé des échanges et du transport ainsi que l'insuffisance des infrastructures matérielles contribuent au faible niveau du commerce intra-africain. En clair, ces barrières au commerce et à l'industrie rendent impératif un processus d'intégration plus rapide et plus approfondi en vue du développement à long terme de l'Afrique.

Comme cette auguste assemblée le sait, l'examen récemment achevé des OMDs indique qu'il reste beaucoup à faire pour que l'Afrique réalise ces objectifs, en particulier les cibles liées à la pauvreté et à la santé. Un enseignement fondamental à tirer des expériences de développement réussi est qu'une réduction durable de la pauvreté est fonction d'un rythme accéléré de la croissance économique, ce qui prend en compte la répartition du revenu et la création d'emplois.

La nature pressante de ces objectifs, l'expérience malheureuse de l'Afrique s'agissant d'approches du marché de type fondamentaliste et le rôle joué par les gouvernements des pays développés pendant la crise ont encouragé un rôle plus stratégique de l'État, notamment un retour à la planification sur le continent. Une planification convenablement conçue et sans exclusive, faisant pleinement intervenir le secteur privé et exploitant ses atouts est vitale pour mobiliser les populations autour d'une vision commune et de résultats souhaités, ainsi que pour améliorer la coordination et faire correspondre les besoins de développement et les ressources nécessaires. Il est également important de planifier pour aligner les objectifs de développement national sur les tendances mondiales.

Étroitement liée à cette question est celle de l'utilisation de la planification pour faciliter la diversification des économies africaines. Il y a sur le continent des signes intéressants de diversification de la production et des flux d'échanges. La croissance économique récente du continent est non seulement le résultat de la demande extérieure de ses produits mais également le résultat de la croissance de services comme la banque, les télécommunications, le tourisme et la construction. Il y a une diversification géographique considérable du commerce africain, l'Asie absorbant maintenant jusqu'à 27 % des exportations africaines contre 14 % en 2000. Ce chiffre est semblable au ratio des exportations africaines à destination des États-Unis et de l'Europe, ses partenaires commerciaux traditionnels.

Il faut cependant reconnaître que s'il y a une certaine diversification, elle n'est pas encore suffisante pour entraîner la transformation des structures économiques nationales. Le renforcement des capacités de production et l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation pour créer de la valeur ajoutée sont essentiels pour que cette transformation se produise. Ce que l'on a maintenant dans beaucoup de pays, y compris certaines des économies les plus importantes, c'est un secteur manufacturier qui contribue pour moins de 10% du produit intérieur brut et dans certains cas moins de 5%.

Enfin, et c'est loin d'être le moins important, le financement du développement est le facteur que je voudrais qualifier d'essentiel pour le développement à long terme de l'Afrique. En effet, Tunis étant le siège de la Banque africaine de développement, j'ai gardé le meilleur pour la fin. Il va sans dire que l'Afrique a besoin de ressources financières pour soutenir la production, faciliter les activités commerciales, construire des infrastructures et fournir des services sociaux comme l'éducation ou la santé, qui doivent nécessairement sous-tendre le développement à long terme.

Cependant, compte tenu de la crise économique actuelle et du désir des pays africains de disposer d'une plus grande marge d'action, il est évident que les sources traditionnelles de financement comme l'aide publique au

développement, les prêts et les entrées de capitaux doivent de plus en plus s'accompagner d'un équivalent en ressources nationales. Si l'on considère qu'au total les dépenses à la consommation de l'Afrique ont été de 860 milliards de dollars en 2008 et ses réserves combinées de l'ordre de 470 milliards à la fin de l'année dernière, alors il est certainement possible de mobiliser davantage de ressources intérieures sur le continent et le défi à relever, en cherchant à accroître les flux d'investissement et d'APD, est de trouver les moyens d'employer ces ressources de manière efficace.

En résumé, l'Afrique ne doit pas laisser la crise actuelle affaiblir ses efforts tendant à assurer le développement à long terme. Nous devons continuer de nous concentrer sur la transformation économique de ce continent en exploitant pleinement les richesses nationales, les intérêts communs et les opportunités offertes à l'échelle mondiale. Notre vision d'une économie africaine transformée et intégrée, dotée d'excellentes infrastructures, capable d'engendrer une croissance durable et créatrice d'emplois et de fournir des services sociaux à ses populations doit demeurer inébranlable. Naturellement, dans notre quête d'orientations préconisées pour transformer les économies africaines, nous devons continuer de nous inspirer des progrès accomplis à pas de géant pour construire des États démocratiques et responsables en Afrique.

Je vous souhaite plein succès à vos travaux et je voudrais saisir cette occasion pour saluer nombre d'entre vous pour votre assistance continue et votre participation active à cet évènement annuel. Je reconnais des visages familiers qui ont toujours été avec nous y compris pour citer quelques uns Prof. Ndungu, Gouverneur de la Banque Centrale du Kenya, Prof. Lyakurwa du Consortium Africain pour la recherche économique et Prof. Balliamoun de l'Université de North Florida. Permettez-moi aussi d'exprimer ma satisfaction aux fonctionnaires de toutes les institutions partenaires qui ont travaillé dur pour que cette manifestation devienne réalité.

Je vous remercie.